

«Il faudrait pour le bonheur des Etats que les philosophes fussent Rois et que les Rois fussent philosophes»

Platon in La République

## SID-AHMED GHOZALI AU SOIR D'ALGÉRIE

## Histoire des nationalisations, politique pétrolière et bonne gouvernance

17<sup>e</sup> partie

«Le FLN, censé officiellement avoir gouverné depuis dix années, était indiqué comme le coupable aux yeux de la population. C'était une injustice historique.»

Entretien réalisé par Mohamed Chafik Mesbah

**Mohamed Chafik Mesbah :** Finalement, quels sont les traits distinctifs que vous en reprenez ?

**Sid-Ahmed Ghozali :** J'ai retenu de mes relations avec les militaires, durant toute ma vie professionnelle, une perception qui me conduisit à défendre l'honneur de l'armée à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, qu'il s'agisse de dénoncer la thèse du «Qui tue qui», ou de dire en témoin dans l'affaire Souaidia que «tout ce qui touche à l'honneur de l'armée touche à l'honneur de l'Algérie». J'ai fait cela en conviction et connaissance de cause et non point pour courtiser l'armée. Laissons cet exercice aux larbins, nombreux en notre pays. Je me livre à ce devoir de défense de l'honneur militaire alors que c'est à certains compartiments des Services que je dois la plupart des coups tordus que j'ai essuyés personnellement dans ma vie publique depuis trente ans. Ma propre vision de l'armée n'a rien de commun avec le cliché injuste et trompeur qui assimile en bloc l'armée à ces fâcheux «généralux corrompus». C'est pour cela que je m'en suis toujours tenu à ma vision proclamée devant l'APN dans mon programme quand j'exprimais «... ma solidarité totale avec l'ANP, qui n'est pas intervenue sur le terrain de sa propre initiative mais en application de la Constitution et pour l'accomplissement d'une noble mission : préserver la sécurité des citoyens et de leurs biens, protéger la démocratie naissante, préserver la paix civile et l'unité nationale, défendre l'honneur de la nation».

Je n'ai aucun doute sur le caractère patriotique de la démarche des militaires, de ceux qui étaient mes interlocuteurs en tout cas, lors de cette période cruciale de notre histoire. Mais l'expérience m'a montré que pour la conduite des affaires de l'État, que l'on soit civil ou militaire, le patriotisme, condition nécessaire, est loin d'être une condition suffisante. En d'autres termes, qu'il s'agisse de diriger une famille, une équipe de football, une entreprise, une administration ou des affaires d'Etat, le patriotisme n'est pas un brevet de capacité et de compétence.

**Sur l'avenir du rôle de l'institution militaire dans la vie du pays, quel est votre vision ?**

Elle se fonde sur ma vision des chefs avec lesquels j'ai travaillé pour le bien public. L'Algérie et l'armée appartenant autant à tous les Algériens, la solution à nos problèmes sera le fait de tous les Algériens rassemblés, ou alors elle ne sera pas. Rassemblés dans une logique d'alliance entre civils et militaires au service des intérêts supérieurs nationaux. Se trompent ceux, civils ou militaires, qui se convainquent, fût-ce sincèrement, qu'ils sont eux seuls la solution. C'est servir le pays et leur rendre service en même temps, que de leur dire qu'ils ne seront la solution qu'à partir du moment où ils cesseront d'être à la fois le problème et la solution. Se trompent ceux, civils ou militaires, qui s'illusionnent à penser qu'il puisse y avoir un iota de bonne gouvernance dans un système institutionnel où celui qui décide est l'un et celui qui répond des décisions est l'autre. La règle d'or de la bonne gouvernance exige que celui qui détient l'autorité doit être responsabilisé, c'est-à-dire qu'il doit s'attendre à tout instant à répondre de ses actes et décisions et que celui qui est responsabilisé doit avoir l'autorité nécessaire à l'exercice de ses responsabilités et obéir à l'obligation de répondre de ses actes et décisions. C'est ce que j'appelle la réassociation indispensable de l'autorité et de la responsabilité. C'est ce que les Américains appellent *accountability*. En dehors de cette liaison mécanique, point de salut.

**Restons à votre place, en tant que Chef du gouvernement, dans le système institutionnel tel qu'il fonctionnait**

concrètement en 1992. Quelle fut votre part dans la décision d'interruption du processus électoral ?

A la suite des résultats du premier tour et en l'état de vacance à la présidence de la République, l'arrêt du processus électoral a été prononcé après la tenue du Haut-Conseil de sécurité, que j'ai présidé au lieu et place du Président de la République démissionnaire. Les membres du Haut-Conseil sont, outre le Chef du gouvernement, les ministres de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de l'Economie. Était présent également le président de la Cour suprême. Le même Haut-Conseil a créé un Haut-Comité d'Etat composé de cinq membres dont Mohamed Boudiaf, Président, et ce, pour deux ans, le temps qui restait à courir du mandat du président Chadli Bendjedid. Ces décisions ont été publiées au *Journal Officiel* de la République. Elles donnent clairement ma part dans la décision : celle de Chef du gouvernement, ni plus ni moins. Mais c'est peut-être autre chose que vous cherchiez à savoir. Si c'est «qui a fait quoi ?» dans le processus qui a conduit à ces décisions, il me faudra beaucoup plus que l'espace et le temps d'un simple entretien pour vous satisfaire. Analyser fidèlement et objectivement les choses, ne saurait se limiter à ce qui s'est passé depuis le premier tour. Il faut remonter en amont. Sauf à tomber dans l'historiette ou dans les vérités tronquées. C'est un exercice qui ne serait pas à la gravité du sujet et à l'honnêteté envers les gens, comme envers les acteurs.

Vous allez donc devoir vous contenter de savoir que le processus a impliqué à la fois les ministres, les responsables de la Défense, le Président, les partis, la société civile et même la rue. Quand tous les acteurs, j'en fus, donneront leur témoignage, il reviendra à l'historien de quantifier, si tant est que cela soit d'un quelconque intérêt immédiat. Sans prétendre soulever les questions que je souhaite entendre, il me semble que le plus important est, primo, que l'ensemble des acteurs, à commencer par Mohamed Boudiaf, ont agi en dehors de tout calcul personnel et exclusivement en fonction de ce qu'ils ont considéré en conscience comme le devenir de l'Algérie ; deuxio, qu'à ce jour, nous n'avons pas tiré les leçons de cette expérience. D'où la principale explication à la situation qui est la nôtre aujourd'hui.

**Pouvons-nous marquer un temps d'arrêt pour analyser sereinement, vingt ans après, ce phénomène politique exceptionnel que le FIS avait représenté. Comment expliquez-vous l'engouement populaire pour ce parti ? Sur le plan organique et doctrinal, le FIS, enfin, c'était un vrai parti moderne ou un conglomérat archaïque de tendances ?**

Une analyse ne peut être que sereine. Sinon ce n'est pas une analyse. Le FIS ne date pas seulement du jour de sa propre légalisation, ni même des journées d'octobre où on l'a vu prendre le contrôle de la rue. Les premières actions dans les maquis c'était au milieu des années 1980. Sur les plans idéologique et opérationnel, le mouvement couvait déjà dans les années 1970. Ce n'est pas propre à l'Algérie, toutes les situations de malvie, de désespérance et de désenchantement vis-à-vis du pouvoir en place, favorisent l'émergence puis la prospérité d'extrémismes populistes violents. J'ai évoqué la situation qui a prévalu dès la chute des prix du pétrole en 1985, pour en dire la genèse et les conditions de son aggravation au fil du temps, pour en analyser les aboutissements en 1988 et aux événements d'octobre. La société algérienne était mûre avant 1988 pour aller chercher dans le recours à l'extrémisme la sortie salvatrice qu'elle n'attendait plus de ses dirigeants.

Le FLN, censé officiellement avoir gouverné depuis dix années, était tout indiqué comme coupable aux yeux de la population, d'autant plus que ce sont ses dirigeants suprêmes qui l'ont désigné comme responsable des maux qui



Sid-Ahmed Ghozali, en conversation avec le président Chadli. Au premier plan à gauche, Abdelhamid Mehri «personne historique respectée et respectée».

Photo : DR

affectaient la société. C'était une injustice historique. Je pense avoir été le seul à dénoncer cette injustice. Référez-vous aux enregistrements des débats d'investiture de juillet 1991 où vous noterez que j'ai clairement dénoncé pour la première fois «ceux qui ont chargé indûment, injustement et abusivement le FLN en tant que Front de tous les maux imposés à ce pays. Ils portent entièrement la responsabilité de cette déchéance (de l'Algérie)». C'est depuis 1988 qu'ont fleuri les cris dans la rue de «FLN assassins ! FLN voleurs !» Qui s'est senti blessé par cela ? Qui du sein des hommes publics n'a cessé de protester ? Les écrits restent : ils sont là pour en attester.

Beaucoup auront noté la sibylline formulation utilisée, un an après son discours historique du 19 septembre 1988, par le Président Chadli Bendjedid pour expliquer le limogeage, injuste ô combien de Cherif Messadia du secrétariat permanent du FLN, dans un entretien exclusif paru en octobre 1989 au quotidien *Echarr El Awsat*. «Je lui ai demandé de se mettre à l'abri en attendant que l'orage passe», avait-il confié au journaliste Oqay. On en était là. L'état d'esprit des Algériens n'était plus que de se «débarrasser du FLN», bouc émissaire désigné par ses propres dirigeants et livré par les mêmes à la vindicte du peuple comme le responsable de ses malheurs. Qui aurait imaginé que les trois lettres symboliques, qui ont incarné la Libération nationale, que le sigle du mouvement historique qui a incarné les sacrifices et l'héroïsme légendaires des artisans de la Libération nationale, allaient être associés aux vocables de «voleurs et d'assassins» dans les esprits, dans les rues, dans les cités et les campagnes de l'Algérie indépendante ?

Quand on cherchait à attirer leur attention sur la signification future des égorgements qui étaient pratiqués déjà à l'époque dans les rues, les bus et les mosquées, quand on les mettait en garde contre l'effrayante perspective d'une prise de pouvoir par les extrémistes, les Algériens répondaient comme de concert : «Fais moi vivre aujourd'hui et égorge-moi demain !» Il n'y a pas plus concis que cette fameuse formule populaire qui était dans tous les esprits et sur toutes les lèvres pour décrire l'état d'esprit et les intentions de vote y associées des Algériens entre Octobre 1988 et les élections de 1991. C'était profondément injuste. C'était pourtant le choix qui avait été fait dans les arcanes du pouvoir.

La force du FIS se nourrissait au terreau épandu et structuré au fil du temps par la malvie, par le ressentiment des gens et leur désespérance. A quoi pouvait-on s'attendre en offrant au choix des Algériens, comme alternative au FIS, le seul FLN, c'est-à-dire l'objet de leur colère désigné par le pouvoir à cette fin ? Quant aux résultats du premier tour,

52% d'abstentions et 16% de bulletins nuls, ce sont en fin de compte 26% du corps électoral qui ont voté FIS. Un petit détail technique pour expliquer le phénomène des bulletins nuls. Les bulletins de votes portaient les listes des candidats ; l'électeur était invité à cocher une petite case en face du candidat de son choix. La bureaucratie avait édicté la règle que la croix ne devait d'aucune façon déborder de la case sous peine de nullité... comme au jeu de loto... loin d'imaginer que, pour une personne analphabète, il est aussi difficile de respecter une règle aussi stupide que d'écrire une lettre ! Les militants du FIS, par la voie de faux bulletins pré-imprimés dans les communes, ou par la voie de la fameuse astuce de la noria, ont muni les citoyens qu'ils ont mobilisés de bulletins déjà cochés. Ils ont fait voter les gens à l'entrée des bureaux et le tour était joué. Le FIS a fait voter hors des bureaux de vote ! Voilà pourquoi, sur les deux millions de bulletins nuls, pas un seul n'était destiné au FIS ! Vous pensez bien qu'en tant que Chef du gouvernement je n'étais pas fier de moi quand j'ai appris cette bêtise administrative au lendemain du premier tour. Mais les remords ne servent à rien, d'autant plus que les résultats auraient été différents mais sûrement pas au point d'en masquer la substantifique signification. J'évoquerai plus loin cette signification.

Par ailleurs, et pour les seuls besoins de l'analyse des rapports de force, dans une situation normale, celle des pays à forte tradition démocratique, les abstentions doivent être réparties au profit des forces en présence dans les mêmes proportions que les votes respectifs acquis par ces forces. Je m'explique : supposons une compétition électorale où s'opposent A et B. Supposons que le pourcentage des abstentions est 50% et que A remporte 60% des suffrages exprimés et B 40%. En termes de rapports de force, on suppose alors que le rapport des forces est égal au rapport des résultats. Mais si on a des raisons sûres de penser que les 50% d'abstentions ne pouvaient pas aller au profit de A, alors le rapport des forces réel n'est donc que de 30% au profit de A. Or, dans la situation de 1991 on peut raisonnablement penser que le FIS a mobilisé au maximum et que par conséquent aucune des voix comprises dans les 50% d'abstentions ne pouvait être «comptabilisée» comme un vote potentiel pour le FIS. En conséquence, le FIS a remporté certes 52% des votes exprimés. Mais le rapport des forces, compte tenu des abstentions, est de moitié soit environ 26% qui se trouve coïncider avec le pourcentage des électeurs inscrits. On peut donc raisonnablement affirmer que les résultats officiels de 26% des inscrits reflètent bien le rapport des forces électorales. Mais ce n'est pas le rapport de force idéologiquement parlant.

●●●